

eco

EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP17 - MOP 7, Durban, Nov-Décembre 2011

Pour recevoir ECO directement par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org

Manque l'ambition, encore et toujours

Nous avons entendu que oui, les délégués passent encore des nuits blanches à cause de l'énorme fossé qui existe entre les promesses d'atténuation actuelles et celles qui seraient nécessaires pour une voie crédible vers les 2°C. Peut-être que tous ne sont pas fondamentalement inquiets des conséquences pour l'humanité. Certains sont peut-être juste mal à l'aise de se voir rappeler qu'ils n'ont pas fait le travail qu'ils s'étaient fixé à Cancun. Les pays développés ont promis d'examiner les options et les moyens d'augmenter les niveaux d'ambition, pour ensuite les augmenter effectivement. Cela ne semble pourtant pas si compliqué que cela à comprendre.

Il y a peut-être un espoir dans les paragraphes 36-38 et 48-51 des textes de la nuit dernière. Ces deux textes comprennent un point essentiel : la reconnaissance du manque d'ambition. Les Parties qui tenteraient d'empêcher cette reconnaissance dans une décision de la COP peuvent s'attendre à être pointés du doigt sur cette affaire.

La prochaine étape du processus est détaillée dans le nouveau texte sur l'ambition des pays développés : commencer à travailler à réduire et annuler cet écart. Le nouveau rapport du PNUE identifie clairement cette possibilité. Mais au lieu de cela, nous observons plutôt une tendance vers le décrochage que vers l'atteinte de l'objectif des 2°C. Le travail doit commencer dès maintenant, car toute année supplémentaire passée à tergiverser et à mener des manœuvres dilatoires ne fera que rendre l'objectif beaucoup plus difficile à atteindre.

Comblant le déficit d'ambition exigera un effort de chaque côté - aussi bien des pays développés que des pays en développement. Les pays en développement ont promis plus d'atténuation pour 2020 que les pays développés, mais

devrait encore relever leur objectif (et assurément, recevoir un plus grand soutien). Tous les pays en développement n'ont pas encore fourni leurs NAMAs, et certains pourraient bien être en mesure d'augmenter l'ambition des NAMAs qu'ils ont déjà soumis.

Il serait vraiment bon pour le programme de travail qu'une date limite soit fixée pour la COP 18 au Qatar, ainsi qu'un ensemble d'objectifs clairement énoncés. Sinon on pourrait se retrouver dans cette situation pour l'éternité (ou plutôt jusqu'à ce que le monde qui nous entoure finisse de fondre).

A la COP18, les Parties devraient avoir étudié toutes les options possibles pour réduire le déficit d'ambition, et les pays développés devraient avoir relevé leurs engagements pour être en conformité avec la science, c'est à dire réduire en 2020 leurs émissions de plus de 40% par rapport aux niveaux de 1990. En ce qui concerne les soumissions, pourquoi ne pas leur demander de proposer une manière de se répartir les 25 à 40% de réductions, laisser le Secrétariat rédiger un document technique, et ensuite négocier les objectifs et la manière de les faire correspondre avec les engagements existants.

En retour, les pays en développement pourraient enregistrer des NAMAs qui se traduiraient par des réductions d'émissions bien en dessous du scénario de laisser-faire (avec un soutien suffisant).

Beaucoup de travail reste encore à faire pour rendre le registre des NAMAs opérationnel, établir des lignes directrices pour les NAMAs, et pour enregistrer à la fois les NAMAs et le soutien.

- suite page 2

SAGESSE

Lors de son briefing de jeudi destiné aux ONG et actualisant les quelques 50 questions en cours de négociation, la Secrétaire Exécutive a évoqué l'évolution, le « mûrissement », de différents textes depuis le Panama.

Quel intéressant choix rhétorique !

Comme nous nous préparons à entrer dans la deuxième semaine, ECO espère que les attitudes mûrissent avec les textes. La maturité induit une certaine sagesse et pourtant de temps en temps cette semaine on en a clairement manqué dans les pourparlers.

Par exemple, il est imprudent de continuer à esquiver les décisions importantes alors que les preuves liées à la dangerosité du changement climatique s'accroissent, que la vulnérabilité des communautés autour du globe augmente et que le temps nous manque pour protéger les écosystèmes et les gens qui en dépendent.

Il est imprudent d'atermoyer sur une deuxième période d'engagement pour Kyoto, mettant cet outil en danger et fragilisant les volontés politiques partout dans les négociations.

Il est imprudent de bloquer un mandat vers un accord détaillé légalement contraignant, envoyant ainsi des signaux au-delà de la Cour Pénale Internationale que la communauté internationale n'est pas vraiment complètement engagée dans la résolution de la crise climatique.

Et finalement il est imprudent de faire marche arrière sur la mise en œuvre de Cancun quand les bénéfices durement gagnés sur la question des financements, le MRV et la « revue » sont si essentiels au devenir de la gouvernance de la question climatique.



Suite de l'article « Manque l'ambition, encore et toujours »

Une fois ces objectifs non négligeables atteints (avec des progrès substantiels lorsque nous nous rencontrerons à Bonn en mai 2012), le Secrétariat devra évaluer s'il y a un déficit de soutien, et à combien celui-ci s'élève.

Un élément du programme de travail ambitieux que les Parties devraient lancer ici à Durban comprend les stratégies bas carbone que les pays développés devraient lancer et mettre en œuvre pour être quasiment décarbonés d'ici 2050. Et les pays en développement doivent être encouragés (tout en recevant le soutien dont ils ont besoin) pour élaborer leurs propres stratégies. La SBSTA devrait se tourner vers l'élaboration de lignes directrices pour ces stratégies. Toutes ces mesures constitueraient un sérieux pas en avant dans la bonne direction.



MIGRANTS CLIMATIQUES LE PEUPLE OUBLIÉ À DURBAN?

Bien que les parties méditent sur le futur du Protocole de Kyoto, d'autres questions toutes aussi importantes restent marginalisées.

Les migrations forcées dues au changement climatique est le gros éléphant dans la pièce, mais il n'a même pas à l'agenda ici à Durban.

Même avec l'objectif de stabilisation du réchauffement en dessous de 2° C de la CCNUCC, c'est un problème.

Mais les engagements actuels d'émissions conduisent le monde vers un risque d'une hausse de 3° à 5°. Un tel degré élevé de réchauffement aurait un impact profond et forcera des millions de personnes à déménager. Alors que la CdP 14 a évoqué la question des migrations climatiques pour la première fois dans le processus de la CCNUCC, il semble maintenant presque oublié.

Selon le rapport Stern, plus de 200 millions de personnes seront forcées de quitter leur maison en 2050 en raison des effets du changement climatique. Des estimations plus pessimistes, comme celle de Christian Aid, affirment qu'il y aurait près d'un milliard de migrants climatiques d'ici 2050.

De nombreuses collectivités payent déjà très cher le manque d'action par la communauté internationale. Les populations dans les pays à basse altitude comme le Bangladesh et les pays sujets à la sécheresse dans la Corne de l'Afrique sont obligés de quitter leur foyer et rejoindre le lot déjà grand des sans-abri tentant de gagner leur vie dans les logements surpeuplés et des bidonvilles insalubres.

Un récent rapport de l'ONU a conclu que plus de 300.000 personnes meurent chaque année du fait du changement climatique. Les pays de l'AOSIS, en première ligne des impacts climatiques dévastateurs, appellent à une plus grande attention vis-à-vis de ces questions, affirmant qu'ils ne sauront accepter un retard au-delà de Durban pour un nouvel accord contraignant. Tout retard menace leur avenir et leur survie en tant que Nations et Etats.

D'autres PMA touchés par la sécheresse, les inondations et les catastrophes naturelles ont demandé aux pays développés d'inscrire

la question des migrations climatiques dans les négociations.

Alors pourquoi ce sujet n'est-il par à l'ordre du jour ici à Durban? Parce qu'il soulève la question de la responsabilité historique et de la réparation, deux sujets qui font frissonner les pays développés, et qu'ils refusent d'aborder. Ils savent que leur inaction ne fait qu'aggraver la situation de ces migrants. La question juridique de la définition d'un migrant climatique est presque trop importante pour la CCNUCC, et peut-être être reprise par l'Assemblée Générale des Nations Unies. A l'heure actuelle, elle est seulement abordée, en partie, dans le texte sur les pertes et dommages.

Le sort des migrants climatiques démontre une fois encore l'iniquité du changement climatique. Comme toujours, les pays les plus pauvres sont les plus touchés par les migrations climatiques. Ces migrants, qui sont essentiellement des pays en développement pauvres n'ont toujours pas de reconnaissance légale.

Quand es-ce que l'ONU voudra bien se pencher sérieusement sur un véritable statut juridique pour ces populations vulnérables et menacés?

Il est temps pour les décideurs politiques de se mobiliser et répondre à cette question cruciale. ECO demande aux pays développés de faire face à leurs responsabilités, en convenant d'un programme de travail solide sur la perte et les dommages et convenir à tout le moins d'une seconde période d'engagement pour le Protocole de Kyoto, pendant qu'un accord globale à long terme sur la réduction des émissions et un soutien financier pour l'adaptation, la perte et dommages sera négocié.



Fossile du Jour

#1 – Brésil

Et son laxisme sur la question des forêts

#2 – Nouvelle-Zélande

Et ses mécanismes de flexibilité le plus flexible du monde

#3 – Canada

Marche arrière toute !

N-Zélande

Brésil

Canada

Captage du carbone : l'OPEP veut sa vache à lait

A Cancun, il fut décidé que le Captage et Séquestration de Carbone (CSC) serait éligible au titre des MDP (Mécanismes de Développement Propres) – à la condition que certaines questions comme les fuites carbone et la fiabilité étaient réglées.

Alors que les délégués négocient les modalités et procédures de ce genre de projet pour le moins douteux, il semble que les sacro-saintes énergies fossiles triomphent une fois de plus. Ceci, malgré le fait que la viabilité même du – en tant que technologie de réduction – reste à prouver.

Ici à Durban, seuls quelques pays en développement ont formulés des inquiétudes quant aux potentiels impacts à long terme du CSC. Tous les autres sont restés étrangement silencieux (hey, les états insulaires, où êtes vous passé ?) ou ont accepté les paragraphes les uns après les autres. Apparemment, ils ne tiennent pas vraiment à négocier jour et

nuit pour s'assurer que l'industrie fossile remporte encore une nouvelle vache à lait.

Le texte actuel n'exclue pas les «récupérations pétrolières améliorées» - RPA. C'est une méthode utilisée pour augmenter la quantité de pétrole qui peut être récupérée d'un réservoir sous-terrain. En pompant le CO₂ du sous-sol, du pétrole irrécupérable jusqu'alors, peut être pompé. Chers délégués, prenez vos responsabilités. LE CSC dans les MDP n'est pas éprouvé commercialement, et est pétri d'incertitudes scientifiques. Du travail reste à fournir pour régler cette question persistante. Nous n'avons pas besoin d'un nouvel échappatoire servant à générer des crédits carbone. Avant de vous précipiter sur une nouvelle sources de millions de crédits carbonés, vous devriez vous occuper de vos ORLEQ (objectifs de réduction et de limitations d'émissions quantifiées).



2020 et le climat : jalon pour un succès ou épitaphe d'un échec ?

Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre pour commencer de sérieux efforts de mitigation. Les objectifs actuels de réduction des émissions entraîneraient une augmentation de température de 4,3°C d'ici 2100. Selon le dernier rapport du PNUE, un effort supplémentaire de réduction de 6 à 11 GtCO₂ est indispensable pour ne pas dépasser 2° d'augmentation de température. Une bonne nouvelle : ce rapport montre que cet objectif est atteignable avec des mesures économiques et technologiques à notre portée - si on les engage dès maintenant. Si l'action est repoussée après 2020, cet objectif sera hors de portée.

Sans incitation politique pour investir dans les énergies alternatives, les gouvernements continueront à compter sur des combustibles fossiles pour répondre à la demande croissante en énergie, en s'enfermant dans des technologies intensives en carbone pour les huit prochaines années. Selon l'Agence Internationale de l'Energie, pour chaque dollar non investi dans le secteur de l'énergie avant 2020, 4.30 \$ supplémentaires devront être dépensés après 2020 pour compenser la croissance des émissions. Bien évidemment, tout retard dans la réduction des émissions augmentera d'autant les coûts d'adaptation et les impacts.

Selon la revue de littérature sur les modèles effectuée par le PNUE, la moyenne la plus élevée de réduction des émissions nécessaires dans les quatre à cinq décennies à venir est d'environ 3.5 % par an. Mais, si l'on se base sur le modèle C-ROADS, les émissions doivent décroître encore plus – autour de 4% par an entre 2020 et 2050 pour espérer limiter le réchauffement à 2°.

Le temps joue contre nous. Clifford Mahlung, un délégué de la Jamaïque, a déclaré : «Nous avons déjà attendu trop longtemps. Je sais que beaucoup de pays demandent un peu plus de temps pour surmonter leurs malheurs économiques - mais huit ans ?».

Nous avons besoin, ici à Durban, d'un résultat ambition pour engager cet effort **MAINTENANT**.

RENFORCEMENT DE CAPACITÉS – DISPARU SANS LAISSER TRACE.

ECO se raccrochait à l'espoir que le LCA peut améliorer et revitaliser radicalement le renforcement des capacités dans les pays en développement. Mais à mi-parcours de la COP-17, ces espoirs sont sur le point de disparaître complètement.

ECO est abasourdi. Abasourdi de voir où en est la négociation aujourd'hui. Seule explication plausible: la COP a perdu la mémoire. Il y a presque 10 ans, à la COP7, l'UNFCCC avait adopté le Cadre de Renforcement de Capacités de Marrakech dans la décision 2/CP-7. Ceux qui étaient là se souviendront que c'est la 2/CP-7 qui a fourni la clé pour reconstruire la confiance entre les pays en développement et les pays de l'Annexe 1 sur le soutien financier à la lutte des pays en développement contre les changements climatiques.

Ça vous rappelle quelque chose ? ECO pense que la situation actuelle dans le LCA est tout à fait similaire. La COP7 avait essayé de voir comment utiliser au mieux les Accords de Bonn qui avaient sécurisé quelques engagements financiers assemblés à la hâte, ainsi qu'une nouvelle architecture financière à peine définie (Fonds pour l'Adaptation, Fonds pour

les Pays les Moins Avancés, Fonds Spécial pour le Changement Climatique). Etant donné l'incertitude entourant à la fois cette nouvelle architecture financière et l'échelle et la fiabilité de ses sources, la COP7 avait décidé de se concentrer sur le renforcement de capacités.

Etant donné la similarité évidente entre ces deux situations, ECO est sidéré de voir le résultat du texte de la LCA sur le renforcement de capacité. Il y a exactement un an, au milieu du sommet de Cancun, le G77 et la Chine portaient, avec vigueur, les mêmes demandes que le CAN concernant une nouvelle structure de l'UNFCCC pour le renforcement de capacités, chargée de la coordination et de l'optimisation du renforcement des capacités via un nouvel organe capable d'interagir avec les nouvelles architectures pour l'atténuation, l'adaptation, les technologies, la finance et le MRV.

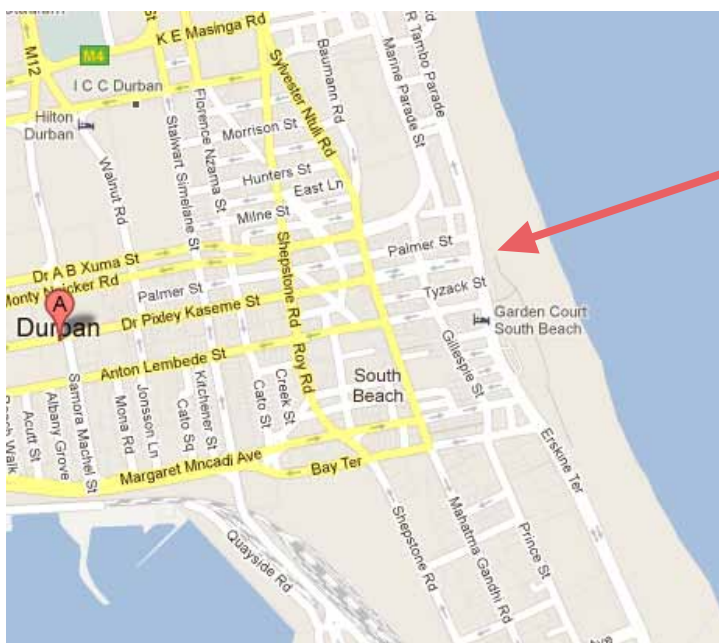
Cancun a repoussé les considérations de ce type à Durban. Le mystère pour ECO est la rapidité et la facilité avec lesquelles le G77 et la Chine ont laissé tomber leur demande pour une nouvelle structure de renforcement de capacité (paragraphe 137 des Accords de Cancun). Ils

sont allés jusqu'à se mettre d'accord avec l'UE et le Groupe Ombrelle concernant le fait que la vie serait tout de même tellement plus simple si Durban ne créait finalement qu'une espèce de salon de thé (« forum ») pour la revue du renforcement de capacités (paragraphe 136 des accords de Cancun), faisant ainsi d'une pierre deux coups.

ECO, de son côté, soutient toujours l'Organe de Coordination du Renforcement de Capacité (CBCB) dessiné ces deux dernières années. Mais la coalition entre PMA, SIDS, AOSIS et les pays africains, qui avaient coopéré activement avec ECO sur ce point, a disparu sans laisser trace. ECO n'a certainement pas laissé tomber. Mais il suggère avec respect au G77 et à la Chine de déterrer le texte qu'ils s'acharnaient tant à pousser l'an dernier, et de se souvenir du succès de Marrakech.

Note : Les Fonds de Bonn = promesses de 450 million d'euros chaque année de la part de l'UE, du Canada, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Suisse, et une promesse plutôt floue du côté des USA, du Japon et de l'Australie.

SOIRÉE ONG SUR LA PLAGE



SAMEDI 3 DÉCEMBRE

DE 19H00 À 6H00

NEW BEACH

LOWER MARINE PARADE,
FACE À LA DR PIXLEY KASEME ROAD

VOTRE BADGE EST
VOTRE TICKET D'ENTRÉE

REMERCIEMENTS

Cet ECO a été réalisé avec l'aide financière de la Fondation Prince Albert II de Monaco et du ministère français de l'écologie (MEDDTL). Le contenu relève de la seule responsabilité de Réseau Action Climat et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces deux partenaires. Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro et l'équipe de l'ECO anglophone. ECO français est disponible sur : www.rac-f.org